

RCS : RENNES Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1976 B 00015 Numéro SIREN : 304 690 332 Nom ou dénomination : VITRE DISTRIBUTION
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2018 sous le numéro de dépôt 11202



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Experts-comptables

Cabinet Vilaine et Associés

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

VITRE DISTRIBUTION

Rue du Mée
35500 - VITRE

S.A.S. au capital de 800 000 €
R.C.S. RENNES 304 690 332

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Février 2013 au 31 Janvier 2014

Certifié conforme



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	28 905 090	12 659 937	16 245 152	14 964 104
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 239 609	501 785	737 824	772 152
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	116 865	115 290	1 574	4 071
FONDS COMMERCIAL (1)	167 781		167 781	167 781
IMMOBILISATIONS DIVERSES	954 961	386 494	568 467	600 299
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 356 950	10 663 762	8 693 188	7 942 884
TERRAINS	1 261 728	519 352	742 375	1 239 946
CONSTRUCTIONS	14 084 166	7 031 242	7 052 923	5 992 645
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 135 690	2 593 760	541 929	334 836
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	673 672	519 405	154 266	202 330
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	201 693		201 693	173 125
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	8 308 530	1 494 390	6 814 140	6 249 067
PARTICIPATIONS	75 000		75 000	75 000
TITRES IMMOBILISES DIVERS	4 915 923	1 494 390	3 421 533	3 025 697
PRETS	3 155 213		3 155 213	3 004 769
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	162 392		162 392	143 600
ACTIF CIRCULANT	13 907 491	250 219	13 657 272	11 126 600
STOCKS ET EN-COURS	4 640 280	243 219	4 397 061	4 309 139
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	26 456		26 456	23 071
MARCHANDISES	4 613 823	243 219	4 370 604	4 286 067
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 173 321	7 000	1 166 321	849 266
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	226 278	7 000	219 278	182 537
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	947 043		947 043	666 729
CREANCES DIVERSES (3)	305 222		305 222	814 890
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 714 815		6 714 815	4 121 974
DISPONIBILITES	852 969		852 969	782 766
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	220 881		220 881	248 563
TOTAL GENERAL	42 812 582	12 910 157	29 902 424	26 090 705
(1) Dont droit au bail			167 781	167 781
(2) Dont à moins d'un an			7 144	11 090
(3) Dont à plus d'un an			145 486	37 500



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	15 518 493	14 542 246
CAPITAL	800 000	800 000
RESERVES	12 232 944	11 057 830
RESERVE LEGALE	80 000	80 000
AUTRES RESERVES	12 152 944	10 977 830
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 208 931	2 375 114
PROVISIONS REGLEMENTEES	276 618	309 302
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>15 518 493</i>	<i>14 542 246</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	119 232	91 048
PROVISIONS POUR RISQUES	119 232	91 048
DETTES (1)	14 264 698	11 457 411
DETTES FINANCIERES (2)	6 838 324	4 695 704
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	5 570 452	4 289 488
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 267 871	406 216
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	3 595	2 669
DETTES D'EXPLOITATION	6 990 342	6 706 587
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 445 545	4 185 290
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 355 347	2 326 659
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	189 449	194 637
DETTES DIVERSES	406 287	23 089
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	398 513	21 699
AUTRES DETTES DIVERSES	7 774	1 390
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	26 148	29 359
TOTAL GENERAL	29 902 424	26 090 705
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	4 910 710 9 353 987	3 236 508 8 220 903
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	63 336 486	63 365 789
VENTES DE MARCHANDISES	62 177 747	62 131 298
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	559 637	536 843
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>62 737 384</i>	<i>62 668 142</i>
REPRISES SUR PROVISIONS	218 225	235 452
TRANSFERTS DE CHARGES	77 719	124 485
AUTRES PRODUITS	303 155	337 708
CHARGES D'EXPLOITATION	59 460 982	59 745 387
ACHATS DE MARCHANDISES	48 304 983	47 989 360
VARIATION DES STOCKS	(121 065)	167 769
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	125 686	119 419
VARIATION DES STOCKS	(849)	(1 471)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	4 302 036	4 386 530
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	754 335	741 649
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 883 541	3 793 379
CHARGES SOCIALES	1 081 589	1 200 212
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	857 501	1 076 118
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	250 219	218 225
AUTRES CHARGES	23 004	54 193
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 875 503	3 620 401
PRODUITS FINANCIERS	242 073	215 902
PARTICIPATIONS	713	1 141
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	20 042	22 522
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	179 213	174 739
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	42 103	17 498
CHARGES FINANCIERES	690 835	706 837
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	505 814	463 460
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	185 020	243 377
RESULTAT FINANCIER	(448 761)	(490 935)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	3 426 741	3 129 466



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	811 729	431 731
SUR OPERATIONS DE GESTION	11 065	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	767 980	3 870
REPRISES SUR PROVISIONS	32 684	427 861
CHARGES EXCEPTIONNELLES	836 340	496 526
SUR OPERATIONS DE GESTION	18 180	402 214
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	690 791	1 524
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	127 369	92 788
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(24 611)	(64 795)
PARTICIPATION DES SALAIRES	645 750	621 927
IMPOTS SUR LES BENEFICES	547 449	67 630
<i>Total des produits</i>	<i>64 390 288</i>	<i>64 013 423</i>
<i>Total des charges</i>	<i>62 181 357</i>	<i>61 638 308</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	2 208 931	2 375 114
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	2 400	475
Charges financières concernant les entreprises liées	4 635	2 670

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a construit un bâtiment de stockage faisant l'objet d'un bail à construction avec la SCI BRIVON. Ce nouveau bâtiment accueille depuis le 28 août 2013 le drive et comprend une réserve de 2 500 m². Il a été inscrit à l'actif du bilan pour la somme de 1 513 k€ au titre de la construction et pour 396 k€ au titre des agencements. Ces investissements ont été financés par emprunts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les immobilisations incorporelles diverses, constituées d'un usufruit temporaire de 30 ans relatif à un ensemble immobilier, sont amorties sur la même durée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	20 à 30 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	20 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 200 actions représentant un capital de 800 000 euros.

Fonds commercial

* Droit au bail	Acquisition le 26/08/1992	4 700
* Droit au bail AVENIR TELE HIFI	Acquisition le 31/10/2011	103 082
* Droit au bail BERTOLETTO	Acquisition le 07/06/2010	60 000
		167 782

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 248 275	1 359	10 025	1 239 609
Immobilisations corporelles	18 332 885	2 352 788	1 328 722	19 356 951
Immobilisations financières- titres	4 089 272	910 956 *	9 305	4 990 923
Immobilisations financ.- créances	3 148 371	196 923	27 687	3 317 607
	26 818 803	3 462 026	1 375 739	28 905 090

(*) Dont souscription de titres pour un montant de 889 k€ dans le cadre d'investissement Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	476 123	35 688	10 025	501 786
Immobilisations corporelles	10 390 000	920 998	647 236	10 663 762
	10 866 123	956 686 (*)	657 261	11 165 548
(*) Dont dotation :				
. linéaire		743 511		
. dégressive		113 991		
. exceptionnelle		99 184		

Provisions	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	309 302		32 684	276 618
Prov. risques et charges (1)	91 048	28 185		119 233
Prov. dépréciation actif immobilisé (2)	988 576	505 815		1 494 391
Prov. dépréciation actif circulant	218 226	250 220	218 226	250 220
	1 607 152	784 220	250 910	2 140 462
(*) Dont :				
. exploitation		250 220	218 226	
. financier		505 815		
. exceptionnel		28 185	32 684	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : -
- montants repris parce que devenus sans objet : -

Les provisions pour risques et charges au 31/01/2014 correspondent à des litiges salariaux pour 119 233 €.

(2) Le montant des provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation des titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I. pour un montant de 1 494 391 €.

Passif éventuel : la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La part reversée à la société s'élève à 101 k€.

Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, qui a fait appel de cette décision.

Dans l'attente du dénouement définitif de cette procédure, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 317 607	7 145	3 310 462
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 173 322	1 173 322	
Créances diverses	305 223	159 737	145 486
Charges constatées d'avance	220 882	220 882	
	5 017 034	1 561 086	3 455 948

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	164 809	164 809		
Emprunts bancaires (1)	5 405 643	1 146 334	3 136 704	1 122 605
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 267 872	616 470	613 386	38 015
Avances, acomptes reçus sur commandes	3 596	3 596		
Dettes d'exploitation	6 990 342	6 990 342		
Dettes diverses	406 287	406 287		
Produits constatés d'avance	26 149	26 149		
	14 264 698	9 353 987	3 750 090	1 160 620

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 164 809

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 2 300 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 1 070 076

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 616 470

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	30 400
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	5 791

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- hypermarché	56 960 622
- ventes sur internet	5 776 762
	62 737 384

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	5
- Agents de maîtrise	12
- Employés	160
	177

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Sous la rubrique « Charges sociales » du compte de résultat, figure une créance de 147 k€ au titre du CICE.
En termes de trésorerie, ce crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations corporelles	681 486	750 000
Cession d'immobilisations financières	9 305	17 980
Provision pour investissement		32 684
Pénalités et amendes	180	
Dotation aux amortissements des immobilisations mises au rebut	99 184	
Litiges salariales	28 185	
Subvention accordée	18 000	
Dégrèvement taxe additionnelle à la CVAE		11 065
	836 340	811 729

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	461 250
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	184 500
	645 750

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTROLE.
La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	766 193
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 218 744
	547 449

Observation : la société bénéficie d'une réduction d'impôt sur investissement (art. 217 Undecies B du C.G.I.)

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	236 228
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	251 972

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) pour un montant de 3 716 265 € et par des sûretés personnelles (caution) pour un montant de 2 064 933 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	90 000	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application des règles de droit du travail.

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros à prédominance alimentaire.

Les engagements de retraite résultent d'un accord d'entreprise (préciser les règles).

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3.5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 27.97 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2012.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 287 000 €

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective du commerce de gros à prédominance alimentaire, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 14 205 heures au 31/12/2013.

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	-	75 000
Titres immobilisés	-	4 915 924
Provision sur titres immobilisés	-	1 494 390
Créances rattachées à des participations	-	-
Créances diverses	-	37 500
Prêts	-	-
Emprunts et dettes financières divers	520 382	613 080
Produits de participation	2 400	-
Autres produits financiers	-	306
Charges financières	4 636	505 814
Charges exceptionnelles	-	18 000

SNC LILAS 2 (*)
9 rue HUYSMANS
R.C.S. PARIS

Filiales & participations à plus de 50 %

Capital	-
Capitaux propres autres que le capital	-
Quote-part du capital détenu	99.99%
Valeur brute des titres détenus	889 063
Valeur nette des titres détenus	846 709
Prêts et avances consentis	-
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	-
Résultat du dernier exercice clos	-
Dividendes encaissés	-

(*) souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

	(*) S.A.S. BORA 2 9 Rue Huysmans R.C.S. PARIS 529666323	(*) S.N.C. COMBANI TOT. 97400 Saint Denis R.C.S. SAINT DENIS 533968822	(*) S.N.C. LOGISTIQUE S1 97400 Saint Denis R.C.S. SAINT DENIS 510231822	(*) S.A.R.L. OILDIST 9 rue Huysmans R.C.S. ALENCON 449617117
Filiales & participations entre 10 & 50 %				
Capital	3 869 803	1 083 560	2 676 158	600 000
Capitaux propres autres que le capital	-174 855	-468 531	-270 517	-755 679
Quote-part du capital détenu	38.00%	41.30%	29.18%	12.50%
Valeur brute des titres détenus	1 470 521	447 460	780 787	75 000
Valeur nette des titres détenus	874 078	178 984	468 472	75 000
Prêts et avances consentis	-	-	-	37 500
Cautions & avals donnés	-	-	-	-
Chiffre d'affaires H.T.dernier exercice	216 325	1 023	176 037	8 330 859
Résultat du dernier exercice clos	-33 688	-106 544	-58 773	51 366
Dividendes encaissés	-	-	-	-

(*) Souscription des titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undescies du CGI.

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTROLE

Rue du Mée

35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178:

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels des comptes consolidés.

VITRE DISTRIBUTION
Société par actions simplifiée au capital de 800 000 euros
Siège social : Rue du Mée - 35500 VITRE
304 690 332 RCS RENNES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 24 JUILLET 2014

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2014

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 208 931,01 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	2 208 931,01 euros
A titre de dividendes	1 299 600,00 euros
Soit 1 083 euros par action	
Le solde	909 331,01 euros

En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 13 062 275,34 euros.

Le dividende sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

Il est précisé que :

- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2014 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 36 822 euros,
- le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 janvier 2014 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 1 262 778 euros.

Les associés sont informés qu'à compter du 1^{er} janvier 2013, les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et que, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, est mis en place un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21 %, non libératoire, et imputable ultérieurement sur l'impôt sur le revenu.

Les associés sont en outre informés que, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes, imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu, qu'ils soient éligibles ou non à l'abattement de 40%, sont retenus à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France ; ils devront être versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

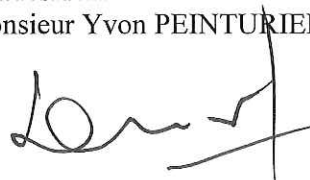
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
31/01/2011	1 200 000 €	1 200	37 000 €	1 163 000 €
31/01/2012	612 000 €	1 200	18 870 €	593 130 €
AGO du 6/12/2012	756 000 €	1 200	21 420 €	734 580 €
31/01/2013	1 200 000 €	1 200	34 000 €	1 166 000 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 24 juillet 2014

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Yvon PEINTURIER



VITRE DISTRIBUTION SAS
Au capital de 800 000 €uros
Rue du Mée
35500 – VITRE
304 690 332 R.C.S. Rennes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2014

143 rue de Paris

CS 92107

53063 LAVAL cedex 9

Tél. : 02 43 53 81 61

Fax : 02 43 53 61 80

contact@altoneo.com

www.altoneo.com

SAS Altonéo Audit au capital de 234 615 € - 499 885 333 RCS LAVAL
N° TVA intracommunautaire
FR24 499 885 333
inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables des Pays de la Loire
et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2014

Madame et Messieurs les Associés
de la Société VITRE DISTRIBUTION SAS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 janvier 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VITRE DISTRIBUTION SAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe.

.../...

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9, alinéa 1, du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

La société constate, à la clôture de l'exercice, un stock brut de 4 640 280 € déprécié à hauteur de 243 219 €. Le stock net représente une valeur de 4 397 061 € au 31 janvier 2014.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à :

- assister à l'inventaire physique
- effectuer une revue analytique des stocks
- contrôler les quantités et l'évaluation des stocks par sondages
- vérifier la permanence des méthodes de valorisation et de dépréciation.

Ces travaux n'ont pas révélé d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et contribuent donc à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Laval, le 8 juillet 2014

Le Commissaire aux Comptes

ALTONEO AUDIT



Cédric TOMINE,
Associé

BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	28 905 090	12 659 937	16 245 152	14 964 104
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	1 239 609	501 785	737 824	772 152
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	116 865	115 290	1 574	4 071
FONDS COMMERCIAL (1)	167 781		167 781	167 781
IMMOBILISATIONS DIVERSES	954 961	386 494	568 467	600 299
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 356 950	10 663 762	8 693 188	7 942 884
TERRAINS	1 261 728	519 352	742 375	1 239 946
CONSTRUCTIONS	14 084 166	7 031 242	7 052 923	5 992 645
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 135 690	2 593 760	541 929	334 836
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	673 672	519 405	154 266	202 330
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	201 693		201 693	173 125
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	8 308 530	1 494 390	6 814 140	6 249 067
PARTICIPATIONS	75 000		75 000	75 000
TITRES IMMOBILISES DIVERS	4 915 923	1 494 390	3 421 533	3 025 697
PRETS	3 155 213		3 155 213	3 004 769
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	162 392		162 392	143 600
ACTIF CIRCULANT	13 907 491	250 219	13 657 272	11 126 600
STOCKS ET EN-COURS	4 640 280	243 219	4 397 061	4 309 139
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	26 456		26 456	23 071
MARCHANDISES	4 613 823	243 219	4 370 604	4 286 067
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	1 173 321	7 000	1 166 321	849 266
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	226 278	7 000	219 278	182 537
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	947 043		947 043	666 729
CREANCES DIVERSES (3)	305 222		305 222	814 890
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 714 815		6 714 815	4 121 974
DISPONIBILITES	852 969		852 969	782 766
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	220 881		220 881	248 563
TOTAL GENERAL	42 812 582	12 910 157	29 902 424	26 090 705
(1) Dont droit au bail			167 781	167 781
(2) Dont à moins d'un an			7 144	11 090
(3) Dont à plus d'un an			145 486	37 500

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	15 518 493	14 542 246
CAPITAL	800 000	800 000
RESERVES	12 232 944	11 057 830
RESERVE LEGALE	80 000	80 000
AUTRES RESERVES	12 152 944	10 977 830
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 208 931	2 375 114
PROVISIONS REGLEMENTEES	276 618	309 302
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	15 518 493	14 542 246
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	119 232	91 048
PROVISIONS POUR RISQUES	119 232	91 048
DETTES (1)	14 264 698	11 457 411
DETTES FINANCIERES (2)	6 838 324	4 695 704
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	5 570 452	4 289 488
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 267 871	406 216
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	3 595	2 669
DETTES D'EXPLOITATION	6 990 342	6 706 587
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	4 445 545	4 185 290
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 355 347	2 326 659
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	189 449	194 637
DETTES DIVERSES	406 287	23 089
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	398 513	21 699
AUTRES DETTES DIVERSES	7 774	1 390
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	26 148	29 359
TOTAL GENERAL	29 902 424	26 090 705
(1) Dont à plus d'un an	4 910 710	3 236 508
Dont à moins d'un an	9 353 987	8 220 903
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	63 336 486	63 365 789
VENTES DE MARCHANDISES	62 177 747	62 131 298
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	559 637	536 843
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	62 737 384	62 668 142
REPRISES SUR PROVISIONS	218 225	235 452
TRANSFERTS DE CHARGES	77 719	124 485
AUTRES PRODUITS	303 155	337 708
CHARGES D'EXPLOITATION	59 460 982	59 745 387
ACHATS DE MARCHANDISES	48 304 983	47 989 360
VARIATION DES STOCKS	(121 065)	167 769
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	125 686	119 419
VARIATION DES STOCKS	(849)	(1 471)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	4 302 036	4 386 530
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	754 335	741 649
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 883 541	3 793 379
CHARGES SOCIALES	1 081 589	1 200 212
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	857 501	1 076 118
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	250 219	218 225
AUTRES CHARGES	23 004	54 193
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 875 503	3 620 401
PRODUITS FINANCIERS	242 073	215 902
PARTICIPATIONS	713	1 141
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	20 042	22 522
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	179 213	174 739
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	42 103	17 498
CHARGES FINANCIERES	690 835	706 837
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	505 814	463 460
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	185 020	243 377
RESULTAT FINANCIER	(448 761)	(490 935)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	3 426 741	3 129 466

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/13 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	811 729	431 731
SUR OPERATIONS DE GESTION	11 065	
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	767 980	3 870
REPRISES SUR PROVISIONS	32 684	427 861
CHARGES EXCEPTIONNELLES	836 340	496 526
SUR OPERATIONS DE GESTION	18 180	402 214
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	690 791	1 524
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	127 369	92 788
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(24 611)	(64 795)
PARTICIPATION DES SALAIRES	645 750	621 927
IMPOTS SUR LES BENEFICES	547 449	67 630
<i>Total des produits</i>	<i>64 390 288</i>	<i>64 013 423</i>
<i>Total des charges</i>	<i>62 181 357</i>	<i>61 638 308</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	2 208 931	2 375 114
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	2 400	475
Charges financières concernant les entreprises liées	4 635	2 670

A N N E X E

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a construit un bâtiment de stockage faisant l'objet d'un bail à construction avec la SCI BRIVON. Ce nouveau bâtiment accueille depuis le 28 août 2013 le drive et comprend une réserve de 2 500 m². Il a été inscrit à l'actif du bilan pour la somme de 1 513 k€ au titre de la construction et pour 396 k€ au titre des agencements. Ces investissements ont été financés par emprunts.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Les immobilisations incorporelles diverses, constituées d'un usufruit temporaire de 30 ans relatif à un ensemble immobilier, sont amorties sur la même durée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	20 à 30 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	20 à 30 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 1 200 actions représentant un capital de 800 000 euros.

Fonds commercial

* Droit au bail	Acquisition le 26/08/1992	4 700
* Droit au bail AVENIR TELE HIFI	Acquisition le 31/10/2011	103 082
* Droit au bail BERTOLETTO	Acquisition le 07/06/2010	60 000
		167 782

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 248 275	1 359	10 025	1 239 609
Immobilisations corporelles	18 332 885	2 352 788	1 328 722	19 356 951
Immobilisations financières- titres	4 089 272	910 956 *	9 305	4 990 923
Immobilisations financ.- créances	3 148 371	196 923	27 687	3 317 607
	26 818 803	3 462 026	1 375 739	28 905 090

(*) Dont souscription de titres pour un montant de 889 k€ dans le cadre d'investissement Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	476 123	35 688	10 025	501 786
Immobilisations corporelles	10 390 000	920 998	647 236	10 663 762
	10 866 123	956 686 (*)	657 261	11 165 548
(*) Dont dotation :				
. linéaire		743 511		
. dégressive		113 991		
. exceptionnelle		99 184		

Provisions	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	309 302		32 684	276 618
Prov. risques et charges (1)	91 048	28 185		119 233
Prov. dépréciation actif immobilisé (2)	988 576	505 815		1 494 391
Prov. dépréciation actif circulant	218 226	250 220	218 226	250 220
	1 607 152	784 220	250 910	2 140 462
(*) Dont :				
. exploitation		250 220	218 226	
. financier		505 815		
. exceptionnel		28 185	32 684	

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés : -
- montants repris parce que devenus sans objet : -

Les provisions pour risques et charges au 31/01/2014 correspondent à des litiges salariaux pour 119 233 €.

(2) Le montant des provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation des titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I. pour un montant de 1 494 391 €.

Passif éventuel : la société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. La part reversée à la société s'élève à 101 k€.

Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, qui a fait appel de cette décision.

Dans l'attente du dénouement définitif de cette procédure, les présents comptes n'intègrent aucune conséquence financière éventuelle.

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	3 317 607	7 145	3 310 462
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	1 173 322	1 173 322	
Créances diverses	305 223	159 737	145 486
Charges constatées d'avance	220 882	220 882	
	5 017 034	1 561 086	3 455 948

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	164 809	164 809		
Emprunts bancaires (1)	5 405 643	1 146 334	3 136 704	1 122 605
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 267 872	616 470	613 386	38 015
Avances, acomptes reçus sur commandes	3 596	3 596		
Dettes d'exploitation	6 990 342	6 990 342		
Dettes diverses	406 287	406 287		
Produits constatés d'avance	26 149	26 149		
	14 264 698	9 353 987	3 750 090	1 160 620

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 164 809

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 2 300 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 1 070 076

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 616 470

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	30 400
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	5 791

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter et se ventile de la façon suivante :

- hypermarché	56 960 622
- ventes sur internet	5 776 762
	62 737 384

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	5
- Agents de maîtrise	12
- Employés	160
	177

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Sous la rubrique « Charges sociales » du compte de résultat, figure une créance de 147 k€ au titre du CICE.
En termes de trésorerie, ce crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés de l'exercice.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations corporelles	681 486	750 000
Cession d'immobilisations financières	9 305	17 980
Provision pour investissement		32 684
Pénalités et amendes	180	
Dotation aux amortissements des immobilisations mises au rebut	99 184	
Litiges salariales	28 185	
Subvention accordée	18 000	
Dégrèvement taxe additionnelle à la CVAE		11 065
	836 340	811 729

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	461 250
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	184 500
	645 750

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTROLE. La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	766 193
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 218 744
	547 449

Observation : la société bénéficie d'une réduction d'impôt sur investissement (art. 217 Undecies B du C.G.I .)

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	236 228
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	251 972

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce) pour un montant de 3 716 265 € et par des sûretés personnelles (caution) pour un montant de 2 064 933 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	90 000	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application des règles de droit du travail.

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros à prédominance alimentaire.

Les engagements de retraite résultent d'un accord d'entreprise (préciser les règles).

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3.5 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 27.97 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2012.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 287 000 €

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective du commerce de gros à prédominance alimentaire, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 14 205 heures au 31/12/2013.

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	-	75 000
Titres immobilisés	-	4 915 924
Provision sur titres immobilisés	-	1 494 390
Créances rattachées à des participations	-	-
Créances diverses	-	37 500
Prêts	-	-
Emprunts et dettes financières divers	520 382	613 080
Produits de participation	2 400	-
Autres produits financiers	-	306
Charges financières	4 636	505 814
Charges exceptionnelles	-	18 000

SNC LILAS 2 (*)
9 rue HUYSMANS
R.C.S. PARIS

Filiales & participations à plus de 50 %

Capital	-
Capitaux propres autres que le capital	-
Quote-part du capital détenu	99.99%
Valeur brute des titres détenus	889 063
Valeur nette des titres détenus	846 709
Prêts et avances consentis	-
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	-
Résultat du dernier exercice clos	-
Dividendes encaissés	-

(*) souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

	(*) S.A.S. BORA 2 9 Rue Huysmans R.C.S. PARIS 529666323	(*) S.N.C. COMBANI TOT. 97400 Saint Denis R.C.S. SAINT DENIS 533968822	(*) S.N.C. LOGISTIQUE S1 97400 Saint Denis R.C.S. SAINT DENIS 510231822	(*) S.A.R.L. OILDIST 9 rue Huysmans R.C.S. ALENCON 449617117
Filiales & participations entre 10 & 50 %				
Capital	3 869 803	1 083 560	2 676 158	600 000
Capitaux propres autres que le capital	-174 855	-468 531	-270 517	-755 679
Quote-part du capital détenu	38.00%	41.30%	29.18%	12.50%
Valeur brute des titres détenus	1 470 521	447 460	780 787	75 000
Valeur nette des titres détenus	874 078	178 984	468 472	75 000
Prêts et avances consentis	-	-	-	37 500
Cautions & avals donnés	-	-	-	-
Chiffre d'affaires H.T.dernier exercice	216 325	1 023	176 037	8 330 859
Résultat du dernier exercice clos	-33 688	-106 544	-58 773	51 366
Dividendes encaissés	-	-	-	-

(*) Souscription des titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undescies du CGI.

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTROLE

Rue du Mée

35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178;

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels des comptes consolidés.